

L'OCDE table sur une croissance modérée en Suisse ces deux prochaines années

CONJONCTURE. L'économie devrait rester soutenue par la demande intérieure, mais les incertitudes mondiales pèsent sur les exportations, selon l'OCDE.

L'économie suisse ne devrait que modérément accélérer ces deux prochaines années, soutenue par la consommation intérieure, un repli de l'inflation et des conditions financières dans l'ensemble plus favorables, anticipe l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces facteurs seront toutefois freinés par des incertitudes conjoncturelles persistantes au niveau mondial.

Le produit intérieur brut (PIB) réel, non corrigé des événements sportifs, devrait croître de 1,1% en 2025 et de 1,2% en 2026 et 2027, indique l'OCDE dans son rapport publié mardi.

Appréciation du franc

«Les perspectives devraient s'améliorer au début de 2026», du moins pour les exportations, alors que la Suisse et les Etats-Unis sont en train

de finaliser un accord censé ramener les droits de douane américains à 15%, au lieu des 39% promulgués en août dernier. Mais les incertitudes continueront de peser sur l'investissement au cours des deux prochaines années.

«Leur persistance à l'échelle mondiale pourrait se traduire par une appréciation encore plus forte du franc suisse, ce qui risquerait de dégrader encore les perspectives d'exportation et de faire passer l'inflation à des niveaux

négatifs», avertit toutefois l'OCDE. Berne a par ailleurs conclu plusieurs accords commerciaux avec l'Union européenne (UE) cette année visant à préserver l'accès de la Suisse au marché unique de l'UE, «mais ceux-ci n'ont pas

encore été ratifiés», note l'organisation (*lire ci-dessous*).

BNS: taux inchangé à zéro

L'OCDE prévoit en outre que la Banque nationale suisse (BNS) maintiendra son taux directeur inchangé à zéro

ces deux prochaines années «jusqu'à ce que la croissance économique converge vers son niveau potentiel en 2027», alors que l'inflation ne devrait augmenter que de 0,6% en 2026 et 0,7% l'année suivante. (awp)

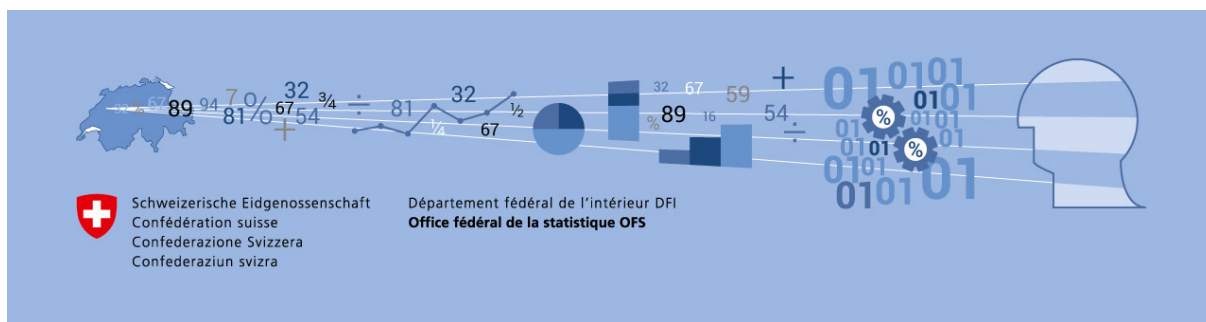
Une ratification des accords avec l'UE soutiendrait l'activité économique

Une ratification rapide des accords négociés avec l'Union européenne (UE) au printemps soutiendrait la croissance et permettrait de limiter les perturbations des échanges liées aux droits de douane, estime l'OCDE. «Un ensemble d'accords de commerce et de coopération actualisés ont été conclus avec l'UE en mai 2025 dans le but de préserver et d'améliorer l'accès de la Suisse au marché unique de l'UE, mais ceux-ci n'ont pas encore été ratifiés», écrit l'OCDE dans son rapport publié mardi.

De quoi nourrir un climat d'incertitudes persistantes, amené par l'introduction de droits de douane prohibitifs aux Etats-Unis, qui tend à frei-

ner les investissements et à plomber les exportations. A l'inverse, une ratification rapide de ces accords permettrait de préserver l'accès au marché unique et de redynamiser les exportations, souligne l'OCDE.

«De même, un renforcement des liens avec d'autres partenaires commerciaux, par la signature de nouveaux accords de libre-échange et l'approfondissement des accords existants, contribuerait à améliorer la résilience économique». Enfin, l'harmonisation des dispositions réglementaires entre les cantons renforcerait la concurrence intérieure et générerait des économies d'échelle supplémentaires. (awp)



Communiqué de presse

Embargo: 3.12.2025, 8h30

05 Prix

Indice suisse des prix à la consommation en novembre 2025

Les prix à la consommation ont diminué de 0,2% en novembre

En novembre 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) a baissé de 0,2% par rapport au mois précédent, pour s'établir à 107,0 points (décembre 2020 = 100). Par rapport au mois correspondant de l'année précédente, le renchérissement s'est chiffré à 0,0%. Ces chiffres ont été établis par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

La baisse de 0,2% par rapport au mois précédent s'explique par plusieurs facteurs, dont la diminution des prix dans l'hôtellerie et des voyages à forfait internationaux. Ont également diminué les prix des voitures neuves et des légumes-fruits. En revanche, ont augmenté les loyers du logement ainsi que les prix pour le mazout et les transports aériens.

Résultats principaux novembre 2025	Niveau de l'indice	Variation en % par rapport	
	Base déc. 2020 = 100	au mois précédent	à novembre 2024
IPC: Total	107,0	-0,2	0,0
- Inflation sous-jacente *	105,5	-0,1	+0,4
- Produits indigènes	107,0	-0,2	+0,4
- Produits importés	106,4	-0,4	-1,3

* Inflation sous-jacente 1: total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)

En novembre 2025, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de la Suisse se situait à 106,91 points (base 2015 = 100), ce qui représente une variation de -0,6% par rapport au mois précédent et de 0,0% par rapport au même mois de l'année précédente.

L'IPCH est un indicateur de renchérissement supplémentaire établi selon une méthodologie commune aux pays membres de l'Union européenne (UE). Il permet de comparer le renchérissement en Suisse avec celui des pays européens.

Les résultats sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'UE, selon un calendrier préétabli. L'OFS publie un comparatif entre le renchérissement en Suisse et en Europe sur le site www.ipch.bfs.admin.ch. Une note méthodologique ainsi que la pondération 2025 du panier-type de l'IPCH suisse y sont également disponibles.

Les IPCH des autres pays européens du mois de novembre 2025 seront publiés par Eurostat le 17 décembre 2025. Retrouvez tous les résultats des IPCH sur le site Internet d'Eurostat à l'adresse suivante: <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/hicp>

Renseignements

Info IPC, OFS, Section Prix, tél.: +41 58 463 69 00, e-mail: LK@bfs.admin.ch
Service des médias OFS, tél.: +41 58 463 60 13, e-mail: media@bfs.admin.ch

Offre en ligne

Autres informations et publications: www.ipc.bfs.admin.ch
La statistique compte pour vous: www.la-statistique-compte.ch
Abonnement aux NewsMails de l'OFS: www.news-stat.admin.ch
Le site de l'OFS: www.statistique.ch

Accès aux résultats

Ce communiqué est conforme aux principes du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Ce dernier définit les bases qui assurent l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des services statistiques nationaux et communautaires. Les accès privilégiés sont contrôlés et placés sous embargo.

Les résultats de l'IPC ont été envoyés quatre jours ouvrés avant leur publication à la Banque nationale suisse (BNS), comme l'exigent la législation en vigueur et les tâches de politique monétaire de cette dernière. Les agences de presse ont reçu ce communiqué avec un embargo de 15 minutes.

En raison de l'établissement des prévisions conjoncturelles et de l'estimation trimestrielle du PIB, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) reçoit également les résultats quatre jours ouvrés avant leur publication.

Indice des prix à la consommation, décembre 2020 = 100

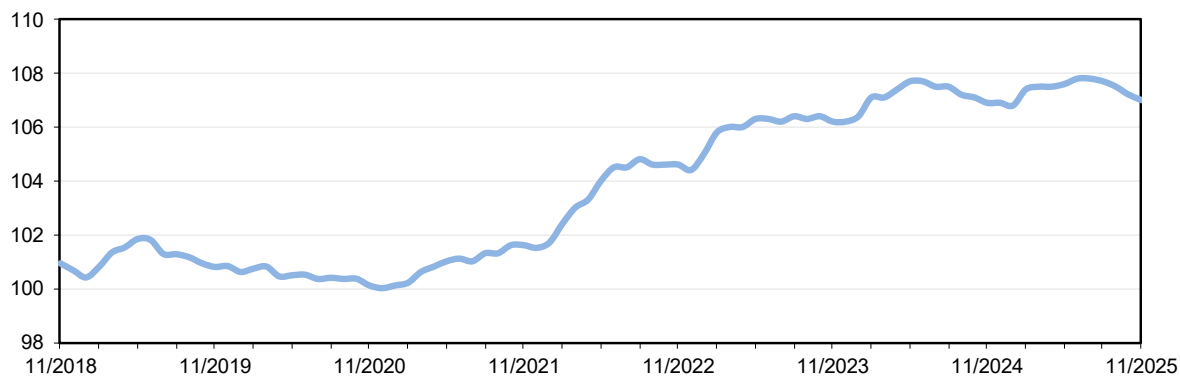
Indices et variations en novembre 2025

Position	Poids en %	Indice	Variation en % par rapport		Contribution à la variation par rapport au mois précédent
			au mois précédent	à novembre 2024	
Total	100,000	107,0	-0,2	0,0	-0,210
Groupes principaux					
Alimentation et boissons non alcoolisées	10,366	105,5	-0,9	-0,4	-0,094
Boissons alcoolisées et tabacs	2,548	106,2	-0,1	1,7	-0,002
Habillement et chaussures	2,601	103,6	-0,2	-0,3	-0,006
Logement et énergie	27,000	114,7	0,2	0,5	0,065
Équipement ménager et entretien courant	3,113	103,8	0,0	-2,6	0,001
Santé	15,637	98,2	0,1	0,0	0,012
Transports	11,252	108,4	-0,1	-1,7	-0,009
Communications	2,592	97,7	0,0	0,4	0,000
Loisirs et culture	8,875	107,5	-0,6	0,8	-0,050
Enseignement	0,789	106,3	0,0	2,6	0,000
Restaurants et hôtels	9,470	108,6	-1,2	0,7	-0,118
Autres biens et services	5,757	104,4	-0,1	-0,3	-0,008
Type de produits					
Biens	38,076	106,8	-0,3	-1,6	-0,098
Biens non durables	24,969	109,2	-0,3	-1,4	-0,076
Biens semi-durables	4,957	104,0	0,2	-0,8	0,009
Biens durables	8,150	101,3	-0,4	-2,4	-0,031
Services	61,924	106,7	-0,2	1,0	-0,112
Services privés	51,201	107,6	-0,2	1,1	-0,112
Services publics	10,723	102,5	0,0	0,5	0,000
Provenance des produits					
Produits indigènes	77,083	107,0	-0,2	0,4	-0,124
Produits importés	22,917	106,4	-0,4	-1,3	-0,086
Classifications supplémentaires					
Santé	15,637	98,2	0,1	0,0	0,012
Indice sans santé	84,363	108,7	-0,3	0,0	-0,221
Loyer du logement	19,889	110,6	0,2	1,6	0,045
Indice sans loyer du logement	80,111	106,1	-0,3	-0,4	-0,255
Produits pétroliers	2,352	126,9	1,2	-2,4	0,027
Indice sans produits pétroliers	97,648	106,4	-0,2	0,1	-0,237
Tabacs	1,625	107,0	0,1	2,3	0,002
Indice sans tabacs	98,375	107,0	-0,2	0,0	-0,212
Boissons alcoolisées	1,941	106,5	-0,2	1,0	-0,004
Indice sans boissons alcoolisées	98,059	107,0	-0,2	0,0	-0,205
Habillement et chaussures	2,601	103,6	-0,2	-0,3	-0,006
Indice sans habillement et chaussures	97,399	107,1	-0,2	0,0	-0,204
Prix administrés	25,618	104,4	0,0	-0,5	0,002
Indice sans prix administrés	74,382	107,9	-0,3	0,2	-0,212
Inflation sous-jacente 1 ¹	89,698	105,5	-0,1	0,4	-0,077
Produits frais et saisonniers	4,818	103,5	-3,3	-1,3	-0,164
Énergie et carburants	5,484	136,1	0,6	-4,8	0,032
Inflation sous-jacente 2 ²	67,037	107,3	-0,1	0,4	-0,080
¹ inflation sous-jacente 1 = Total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants					
² inflation sous-jacente 2 = inflation sous-jacente 1 sans produits dont les prix sont administrés					

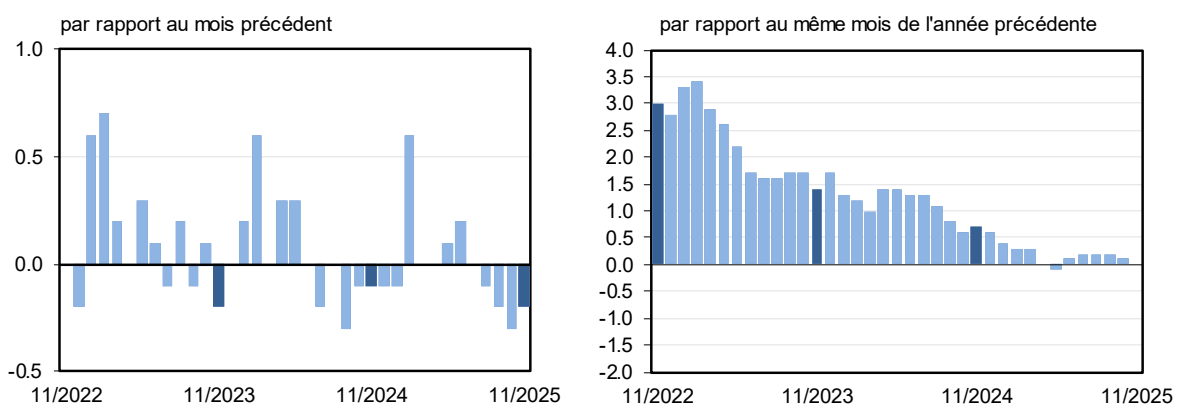
Contributions importantes à la variation de l'indice global en novembre 2025

Positions	Contribution à la variation de l'indice global par rapport à l'enquête précédente	Poids en %	Indice	Variation par rapport au mois précédent en %	Variation par rapport au même mois de l'année précédente en %
Hôtellerie	-0,115	1,572	111,4	-7,1	-2,7
Voyages à forfait internationaux	-0,075	1,942	132,5	-3,6	0,8
Légumes-fruits	-0,052	0,205	98,0	-18,8	-3,9
Voitures neuves	-0,031	2,619	102,3	-1,2	-1,4
Parahôtellerie	-0,009	0,633	96,8	-1,7	2,1
Location de véhicules personnels	-0,009	0,196	72,7	-5,2	-11,7
Pain	-0,008	0,381	105,7	-2,0	-4,7
Charcuterie et autres produits à base de viande	-0,008	0,490	98,8	-1,7	-1,5
Agrumes	-0,008	0,095	89,0	-7,6	2,6
Café (commerce de détail)	-0,007	0,307	116,9	-2,2	4,9
Vin rouge étranger (Commerce de détail)	-0,007	0,310	99,8	-2,2	1,1
Location de garages et de places de parc	-0,006	0,671	104,0	-0,9	0,5
Produits de soins pour le corps	-0,006	0,224	104,0	-2,6	-4,7
Pâtes alimentaires	-0,005	0,151	109,6	-3,4	-3,6
Fruits secs et noix	-0,005	0,177	91,4	-3,0	-7,3
Vin mousseux (Commerce de détail)	-0,005	0,057	113,8	-7,1	2,6
Voitures d'occasion	-0,005	1,440	108,6	-0,4	-5,4
[...]					
Bière (commerce de détail)	0,005	0,180	106,0	3,0	0,7
Baies	0,005	0,169	96,6	3,7	-8,4
Légumes-salades	0,005	0,158	91,0	3,0	-3,9
Vêtements de sport d'hiver	0,005	0,079	99,8	6,7	-2,7
Articles de sport d'hiver	0,005	0,085	110,4	6,8	1,7
Repas dans les restaurants et cafés	0,005	3,509	109,8	0,2	1,6
Prestations médicales des cabinets médicaux	0,006	2,877	101,0	0,2	1,1
Diesel	0,007	0,585	120,1	1,2	-1,4
Matériel sanitaire	0,010	0,235	81,9	4,4	-2,6
Réception de contenu audio-visuel payant	0,016	0,284	125,9	5,6	7,7
Loyer imputé pour les logements occupés par leur propriétaire	0,018	4,103	111,5	0,4	2,2
Mazout	0,021	0,502	139,4	4,5	-1,3
Loyer du logement (Indice des loyers)	0,027	15,786	110,4	0,2	1,4
Transports aériens	0,029	0,743	152,3	4,0	-1,0

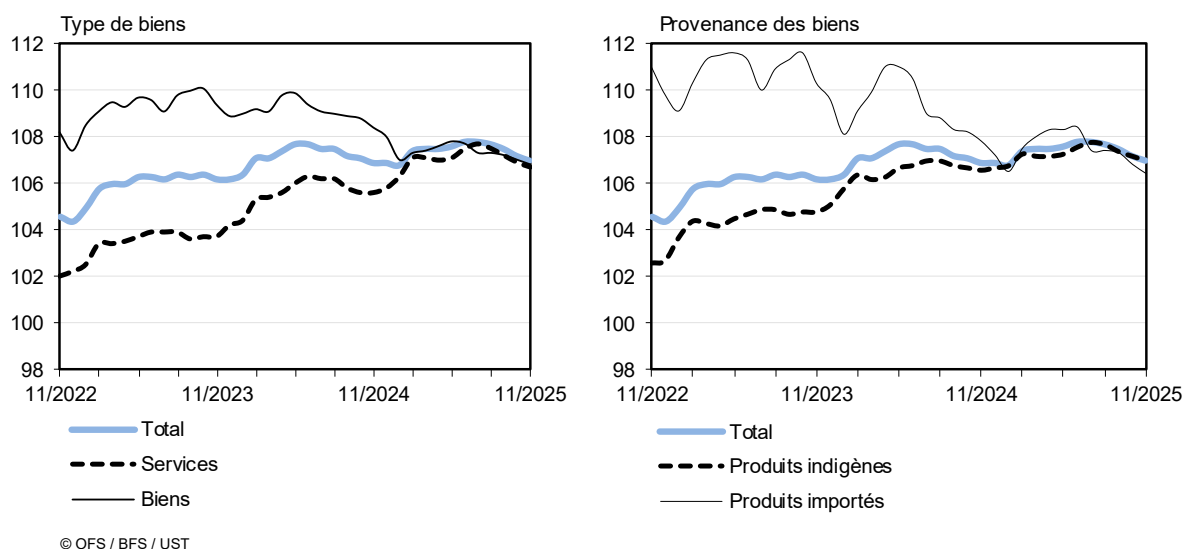
G1 Indice des prix à la consommation (décembre 2020 = 100): évolution de l'indice



G2 Indice des prix à la consommation: variation en %



G3 Indice des prix à la consommation (décembre 2020 = 100): type et provenance des biens



STATISTIQUES CANTONALES

ACTUALITÉS

- 03.12.25 - Baisse des prix à la consommation de 0,1 % à Genève en novembre

En novembre 2025, l'indice genevois des prix à la consommation recule de 0,1 % en un mois pour s'établir à 105,8 points (base décembre 2020 = 100). Il s'accroît de 0,2 % par rapport à novembre 2024. La variation annuelle moyenne se fixe également à + 0,2 %.

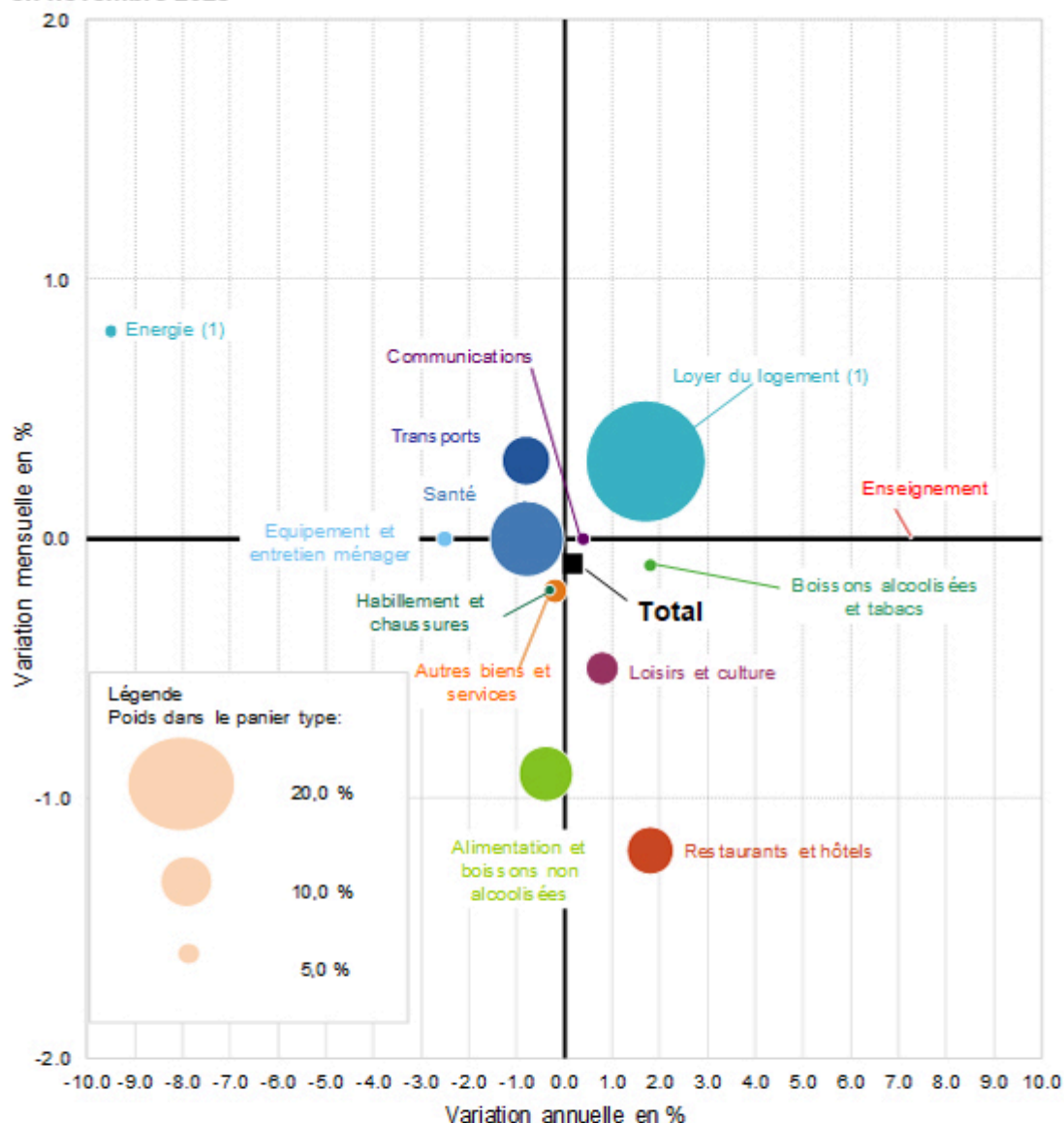
Parmi les baisses :

- Les prix du groupe *hébergement* fléchissent de 5,0 % en un mois (- 0,5 % en un an) et exercent l'effet le plus marqué sur l'indice total. La diminution est plus marquée dans l'*hôtellerie* (- 7,1 % en un mois ; - 2,7 % en un an) que dans la *parahôtellerie* (- 1,7 % en un mois ; + 2,1 % en un an).
- Le repli des prix de l'*alimentation* (- 0,9 % en un mois ; - 0,7 % en un an) s'explique principalement par des baisses de prix saisonnières des *légumes frais et champignons* (- 6,3 % en un mois ; - 3,7 % en un an).
- Dans le groupe *loisirs et culture* (- 0,5 % en un mois ; + 0,8 % en un an), les tarifs des *voyages à forfait* reculent de 3,3 % en un mois (+ 1,2 % en un an).

Du côté des hausses :

- Les *loyers des logements* s'accroissent de 0,3 % par rapport au dernier relevé en août (+ 1,6 % en un an).
- Les prix de l'*énergie* augmentent de 0,8 % en un mois (- 9,5 % en un an), sous l'effet du renchérissement du *mazout* (+ 4,9 % en un mois ; - 1,1 % en un an) et du *bois de chauffage* (+ 2,4 % en un mois ; + 2,5 % en un an).
- Les prix des *transports aériens* progressent de 5,6 % en un mois (+ 2,9 % en un an).

Indice genevois des prix à la consommation selon les groupes de dépenses,
en novembre 2025



(1) Le loyer du logement et l'énergie font partie du même groupe de dépenses (Logement et énergie).

Aide à la lecture du graphique à bulles :

Variation mensuelle (position par rapport à l'axe vertical) : Les prix du groupe *Energie* augmentent légèrement et ceux du groupe *Restaurants et hôtels* baissent sensiblement.

Variation annuelle (position par rapport à l'axe horizontal) : Les prix du groupe *Enseignement* augmentent considérablement et ceux du groupe *Energie* baissent considérablement.

Poids dans le panier (taille des bulles) : Le loyer du logement représente une part importante des dépenses. Il exerce ainsi un effet important sur l'évolution de l'indice général.

Eurozone inflation unexpectedly rises to 2.2%

Financial Times Europe

03 déc. 2025

OLAF STORBECK — FRANKFURT IAN SMITH — LONDON

Yesterday's annual figure was above the prediction by economists in a Reuters poll that inflation would hold steady at 2.1 per cent.

The increase comes after annual inflation in the currency area's largest member state, Germany, rose to 2.6 per cent in November from 2.3 per cent in October, higher than analysts forecast.

The closely watched figure for services inflation — a gauge for domestic price pressures that has remained well above the ECB's medium-term 2 per cent target for more than three years — increased for the third month in a row. At 3.5 per cent in November, it reached the highest level since April.

Core inflation, excluding volatile food and energy prices, remained steady at October's level of 2.4 per cent.

Joe Nellis, economics professor and adviser to accountancy firm MHA, said the trend of a slowing pace of inflation was "intact but still fragile".

Separately, data yesterday showed that the unemployment rate in the currency bloc unexpectedly came in at 6.4 per cent for October, higher than economists' 6.3 per cent forecast.

The ECB, which will meet for the last time this year on December 18, is expected to keep its benchmark interest rate unchanged at 2 per cent.

ECB president Christine Lagarde said last Friday that the rates "we settled on at the last meetings are, in my view, set correctly".

Market expectations for rate cuts were stable following the inflation data release, with swaps contracts continuing to imply only a roughly 30 per cent chance of a quarter-point rate cut by the ECB's June meeting next year. Previously, the central bank made eight cuts between mid-2024 and mid-2025 that halved borrowing costs.

Diego Iscaro, an economist at S&P Global Market Intelligence, called November's inflation data "disappointing" and stressed that it would "cement markets' expectations that the ECB will keep rates on hold" this month.

While Iscaro expects that price pressures will ease next year, he said that the slowdown would not be strong enough to convince the ECB that further cuts in interest rates were necessary.

The euro was little changed after the data release, down 0.1 per cent against the dollar at \$1.160 by late afternoon.

Für Europas Autoindustrie bleibt es ungemütlich

Die EU sucht Alternativen zu einem strikten Verbrenner-Aus – keine der Varianten überzeugt

DANIEL IMWINKELRIED, BRÜSSEL

Wie bloss kommt die EU-Kommission aus dieser Sackgasse wieder heraus? Im März 2023 haben die 27 Mitgliedsländer der EU beschlossen, dass ab 2035 nur noch Fahrzeuge zugelassen werden dürfen, aus deren Auspuff kein CO₂ entweicht. Aus damaliger Sicht schien klar zu sein, dass dies E-Autos sein würden. Denn dort ist die Technik weiter fortgeschritten als bei anderen Alternativen zum Benzin- und Dieselmotor.

Aber mittlerweile herrscht über das Verbrenner-Aus in der EU keine Gewissheit mehr. Das einst für 2035 definierte Ziel scheint mittlerweile unerreichbar: Die Europäer kaufen längst nicht so viele E-Autos, wie das die Kommission und die Mitgliedsländer angenommen haben. Gleichzeitig ist die Autoindustrie in eine bedrohliche Absatzkrise geraten.

Am Gängelband Chinas

Auch aus geopolitischen Gründen wird es keinen sanften Übergang zur E-Mobilität geben. Um die Fahrzeuge zu bauen, benötigt Europa massenhaft Batterien, Chips und Metalle aus China. Doch diese Produkte sind zur schärfsten nichtmilitärischen Waffe des Landes geworden. China kann Europa mit Verknappungen der Exporte jederzeit unter Druck setzen. Das tat China jüngst etwa mit Chips, die in grosser Zahl von Autoherstellern benötigt werden. Ohne China wird es keine europäischen E-Fahrzeuge geben.

Diese Gemengelage hat viele EU-Länder aufgeschreckt, und die Kommission versprach, das Verbrenner-Aus zu überprüfen. Bereits 2024 hatte die Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen davon gesprochen, dass man «technologieoffen» sein wolle. Und sie versprach, zum Verbrenner-Aus eine Zwischenbilanz zu ziehen. Am 10. Dezember sollte es so weit sein.

Aber mittlerweile ist die Lage so verworren, dass nicht einmal dieses Datum gewiss ist. Die Kommission tut sich schwer mit der Lösungssuche. Immerhin muss sie Antworten präsentieren,



Die geringe Nachfrage nach E-Autos in Europa liegt nicht nur an einem Mangel an Ladestationen.

MICHAEL WEBER / IMAGEBROKER / IMAGO

denen die Mehrheit der Länder und des EU-Parlaments zustimmt.

Wenig überzeugende Optionen

Sicher scheint bloss zu sein, dass das Verbrenner-Aus aufgeweicht wird. Ratlosigkeit herrscht aber darüber, wie das geschehen soll. Politiker und Industrievertreter wollen das strikte Verbrenner-Aus zwar weghaben, ihre Lösungen überzeugen aber höchstens teilweise.

■ In Deutschland hat sich die Regierung vergangene Woche auf ein Förderprogramm für Käufer und Leasingnehmer von E-Autos und Plug-in-Hybriden geeinigt. Das war das Zugeständnis der CDU an die Sozial-

demokraten. In Frankreich läuft seit September ein solches Programm, und von der Leyen hat sich auch schon für die Massnahme ausgesprochen. Vordergründig tragen Industrievertreter die Idee eines Programms für Haushalte mit geringen und mittleren Einkommen mit. In Deutschland soll die Kaufunterstützung mindestens 3000 Euro betragen. Nicht alle Industrievertreter glauben aber an die Massnahme. Einerseits käme sie auch Käufern zugute, die sich ohnehin ein E-Auto anschaffen wollten, sagen sie. Es entstünde also ein für den Staat kostspieliger Mitnahmeeffekt. Zum anderen stellen 3000 Euro für bedürftige Konsumenten keinen hohen Beitrag dar. Zumal sich diese Käuferschicht

ohnehin lieber einen gebrauchten Verbrenner als ein E-Auto zulegt.

■ Die deutsche Regierung spricht ferner davon, dass «hocheffiziente Verbrenner» auch nach 2035 noch verkauft werden sollen. Was darunter zu verstehen ist, können allerdings auch Industrievertreter nicht genau sagen. Man werde wohl Grenzwerte definieren müssen, was ein Motor maximal ausstossen dürfe, meinen sie. Heftige Meinungsdivergenzen dazu wären zu erwarten.

■ Viel ist auch von erneuerbaren Kraftstoffen die Rede. Das können «Säfte» sein, die aus gebrauchten Speiseölen bestehen, oder E-Fuels. Diese werden mit elektrischer Energie aus Wasser und

CO₂ hergestellt. Eine flächendeckende Lösung ist das aber nicht. Parallele Vertriebsstrukturen für E-Fuels, Biotreibstoffe, Benzin, Diesel und zusätzlich eine dichte Ladeinfrastruktur für E-Autos – das wäre zu teuer.

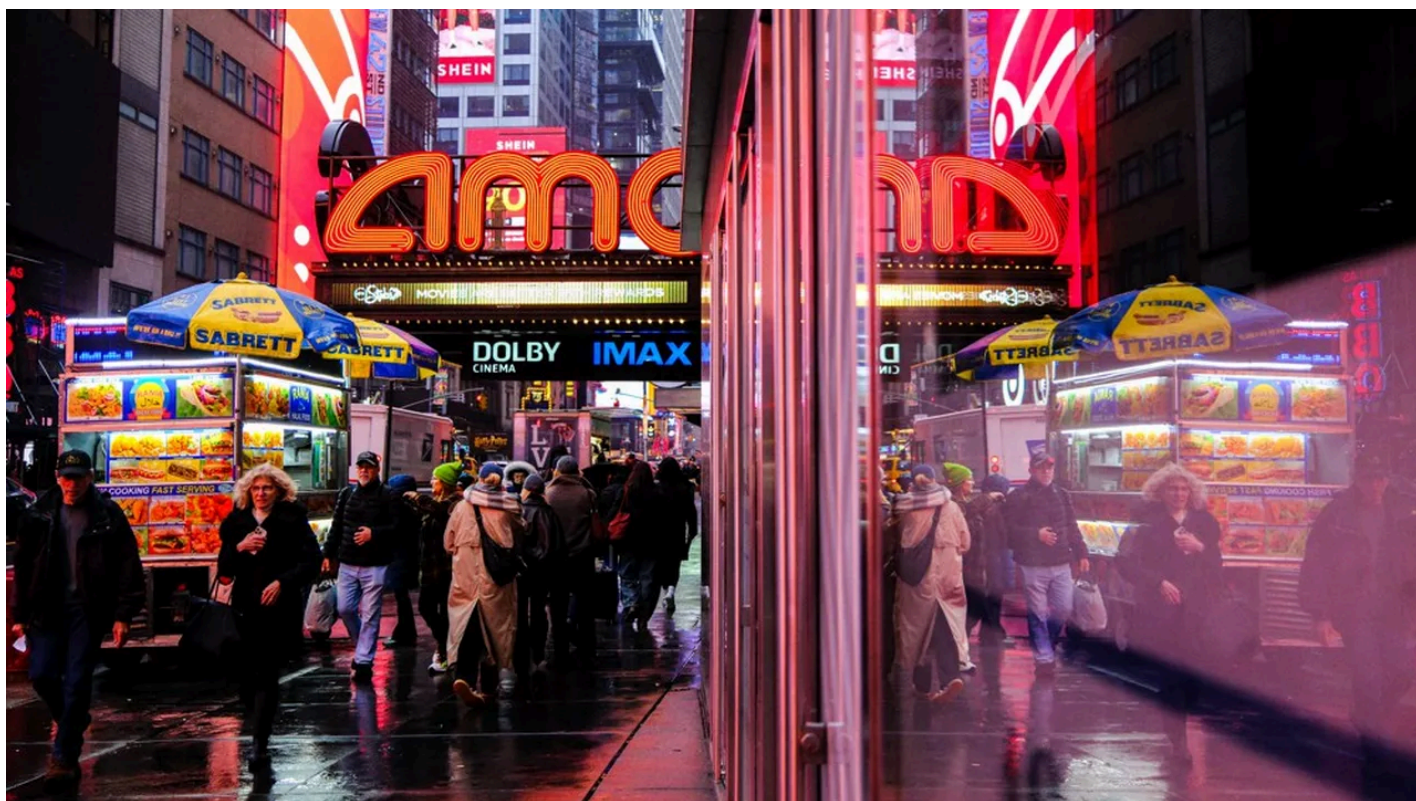
■ Besonders Autohersteller propagieren «eine ganzheitliche Lebenszyklus-Betrachtung». E-Fahrzeuge stossen direkt keine schädlichen Gase aus, die Herstellung der Batterie ist aber energieintensiv. Bei einer solchen Betrachtung schneidet der Verbrenner besser ab – und bei dessen Produktion liessen sich weitere Ressourcen sparen. Wunschenken wohnt allerdings auch da inne. Fahrzeughersteller sagen etwa, sie könnten dereinst vermehrt Stahl verwenden, der mit Wasserstoff statt mit Kohle hergestellt wird. Nur sind viele europäische Stahlwerke finanziell so angeschlagen, dass sie sich eine solche Umrüstung gar nicht leisten können.

■ Selbstverständlich ist es möglich, E-Autos im Vergleich mit Verbrennern steuerlich zu begünstigen. Aber das kostete die EU-Staaten viel Geld, das einige von ihnen gar nicht haben. Dänemark hat den Absatz von E-Autos mit Steuerermässigungen zwar erfolgreich gefördert. Das Land kann sich das leisten, gerade bei Nachzüglern puncto Elektromobilität sieht es aber anders aus. So sind in Rumänien E-Autos wenig verbreitet, gleichzeitig kämpft der Staat mit einem sehr hohen Budgetdefizit.

Die EU wird aus solchen Massnahmen demnächst wohl ein Gemisch brauen. Dabei wird sie es nicht allen recht machen können. Diskussionen sind etwa darüber absehbar, ob allenfalls geförderte Haushalte nur ein europäisches E-Auto kaufen dürfen. So oder so wird der Autosektor weiterhin stark unter Druck sein. Thematisiert wird zwar meist nur, wie sehr chinesische E-Fahrzeuge die europäischen Hersteller konkurrieren. Doch das Land fertigt auch riesige Überschüsse an Verbrennerautos. Für Europas Fahrzeugindustrie bleibt es daher ungemütlich – welchen Ausweg die Kommission auch immer einschlägt.

L'économie américaine tourne de plus en plus à deux vitesses


Les Américains les plus aisés, qui profitent de la hausse des marchés financiers et des baisses d'impôt de Trump, continuent à augmenter leurs dépenses. Les moins riches, qui supportent les droits de douane, se serrent la ceinture.



Selon les statistiques gouvernementales, les 20 % des Américains ayant les plus hauts revenus représentent 40 % de la consommation totale du pays. (Photo CHARLY TRIBALLEAU/AFP)

Par **Guillaume de Calignon**

Publié le 3 déc. 2025 à 06:35 | Mis à jour le 3 déc. 2025 à 06:39

 Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Wall Street contre Main Street. Derrière la résistance de l'activité américaine aux droits de douane de Trump se cache une économie à deux vitesses. Les ménages les plus aisés continuent à augmenter leur consommation tandis que les familles les plus pauvres font de plus en plus attention à leurs dépenses. Certes, les inégalités de revenus et de patrimoine sont élevées aux Etats-Unis et elles ne datent pas d'hier. Mais la politique économique de l'administration Trump, accentue encore la tendance.

Comme le résume Dario Perkins, chef économiste du cabinet londonien TS Lombard dans une étude sur le sujet, « les plus aisés profitent d'une croissance économique fulgurante, tandis que les plus démunis affrontent une récession ». C'est aussi ce que dit la Réserve fédérale. En octobre, dans le « Beige Book », qui recense les avis des Fed régionales sur l'activité, la banque centrale notait que « les dépenses des personnes à revenus élevés en matière de voyages et d'hébergements de luxe sont restées importantes » et que « les ménages à revenus faibles et moyens continuent de rechercher des réductions et des promotions face à la hausse des prix et à l'incertitude économique accrue ».

Le choc du coût de la vie

En novembre, rebelote. Cette fois-ci, « les dépenses de consommation globales ont encore diminué, tandis que les dépenses de détail haut de gamme sont restées résistantes ». Et les résultats des entreprises le montrent : les ménages américains semblent se diriger de plus en plus vers les hard-discounters. Les ventes de Ross Stores, une chaîne de grands magasins à prix discount, ont progressé de 7 % le trimestre dernier et celles de TJX, qui possède plusieurs franchises de magasins à petits prix, ont grimpé de 5 %.

« Les ménages situés dans le bas de la distribution des revenus souffrent. Pour eux, c'est la double peine. »

Florence Pisani, cheffe économiste de la société de gestion Candriam

Les économistes de Goldman Sachs estiment, eux, dans une étude, que « les ventes des magasins se trouvant dans des zones dans lesquelles les revenus sont les plus bas n'ont progressé que de 0,2 % au cours de la dernière année, contre 2,5 % pour les entreprises situées dans les zones à revenus moyens et élevés ».

« Les ménages situés dans le bas de la distribution des revenus souffrent. Pour eux, c'est la double peine », estime Florence Pisani, cheffe économiste de la société de gestion Candriam. Les droits de douane de Trump pèsent plus sur le niveau de vie de cette population qui consomme une part plus importante de son revenu que les plus riches. Les économies de l'administration républicaine et les baisses de prestations sociales, notamment les coupes dans le programme de bons alimentaires, les touchent particulièrement. Sans compter que les salaires des 25 % les moins bien payés décélèrent plus vite que ceux des 25 % les mieux rémunérés.

D'autres signes montrent que la situation des classes populaires se dégrade. Ainsi, « le chômage des Afro-Américains est en train de remonter, les saisies d'automobiles grimpent et les défauts sur les prêts automobiles accordés aux plus pauvres progressent », souligne Florence Pisani. La crise du coût de la vie, qui a sévi après le Covid, est en train de repartir. Ce qui risque fort de poser des problèmes au président des Etats-Unis, les électeurs étant très attachés à avoir une vie abordable.

« Le choc de coût avait été transmis par les entreprises dans leurs prix de vente en 2022 et 2023, ce qui leur avait permis d'augmenter leurs marges. Le gagnant, c'était l'actionnaire, donc les plus aisés des ménages américains. Et les perdants, les consommateurs », résume Christophe Morel, chef économiste de Groupama Asset Management.

L'effet richesse marche à plein

Et aujourd'hui, les personnes qui se trouvent dans le haut de la distribution des revenus profitent aujourd'hui à plein de la hausse de l'immobilier intervenue ces dernières années et de celle des marchés financiers. La valeur des actions détenues directement par les 20 % les plus aisés équivaut à cinq fois celles que possède le reste de la population.

Leur patrimoine augmente et leurs impôts diminuent avec la baisse de prélèvements décidés par Trump. Selon les statistiques gouvernementales, même s'ils ont tendance à épargner une plus forte proportion de leurs revenus, les 20 % des Américains ayant les plus hauts revenus représentent 40 % de la consommation totale du pays.

L'autre face de l'économie à deux vitesses, c'est la différence entre les investissements des secteurs économiques. **Le boom des investissements** dans les data centers et l'intelligence artificielle cache l'anémie des dépenses dans le reste du secteur productif. « Les investissements en biens d'équipement des autres secteurs est nettement moins dynamique », note Florence Pisani.

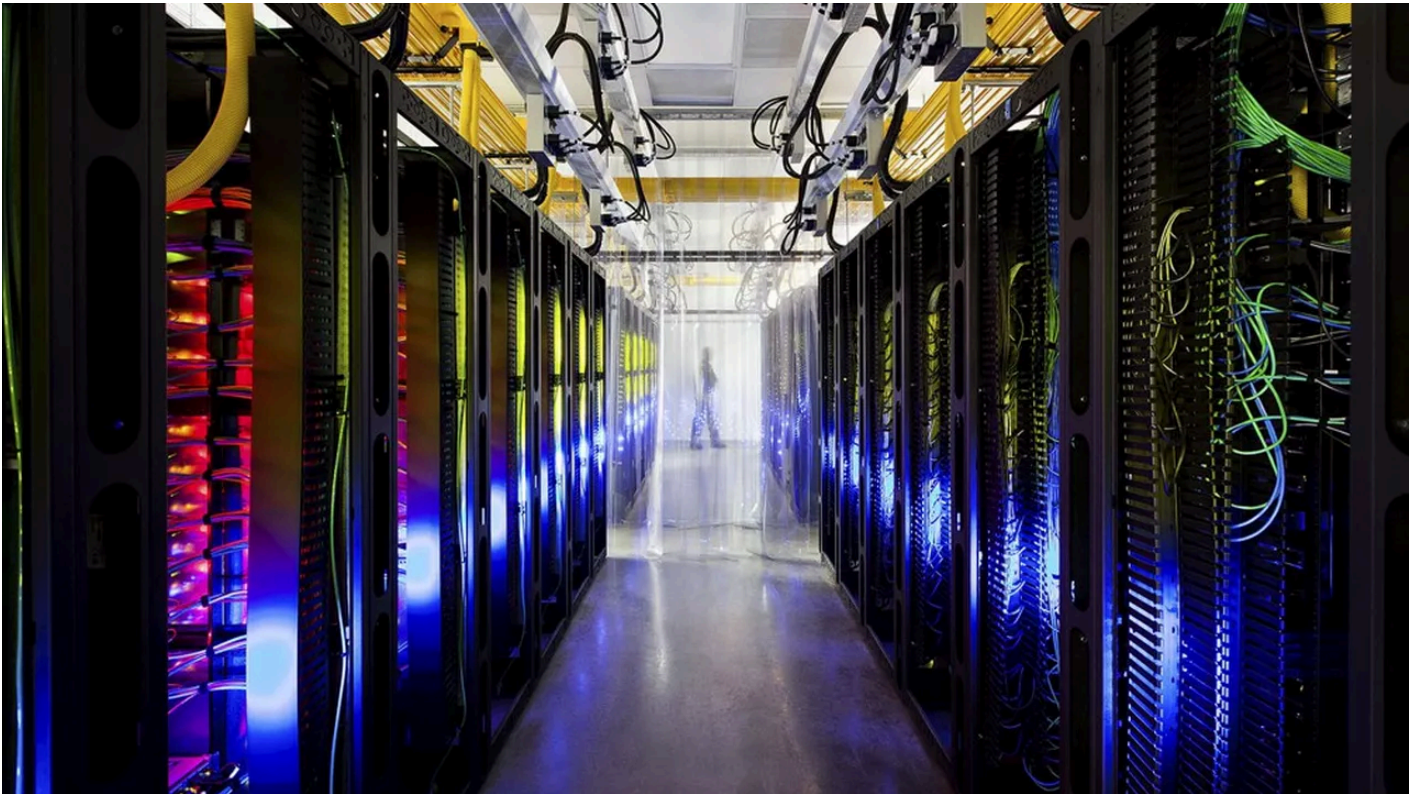
Pour elle, « la croissance américaine repose de plus en plus sur une base étroite, sur une seule catégorie de ménages, les plus riches, et sur les investissements sur un seul secteur, l'IA ». Voilà qui n'est pas très rassurant pour la suite.

Guillaume de Calignon

EN CHIFFRES

Croissance : pourquoi l'écart ne cesse de se creuser entre pays riches et pays émergents

Pour ses nouvelles prévisions de croissance, l'OCDE anticipe un ralentissement général du PIB mondial pour l'an prochain. Les pays émergents résistent tandis que les pays riches sont à la peine, en particulier l'Europe. Explications.



L'investissement dans les nouvelles technologies tire notamment la croissance dans les pays d'Asie. Les Etats-Unis mènent le bal des investissements dans les centres de données. (Google/Zuma/REA)

Par **Richard Hiault**

Publié le 2 déc. 2025 à 11:00 | Mis à jour le 2 déc. 2025 à 16:00

Deux mondes coexistent. D'un côté, les pays émergents dont l'activité est plutôt florissante, de l'autre des pays riches industrialisés, surtout en Europe, dont la croissance est à la peine. Pour **ses dernières prévisions de l'année**, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) annonce, ce mardi, que la hausse du PIB mondial devrait ralentir. Evaluée à 3,2 % cette année, elle s'afficherait à 2,9 % l'an prochain en 2026, avant de remonter légèrement à 3,1 % en 2027.

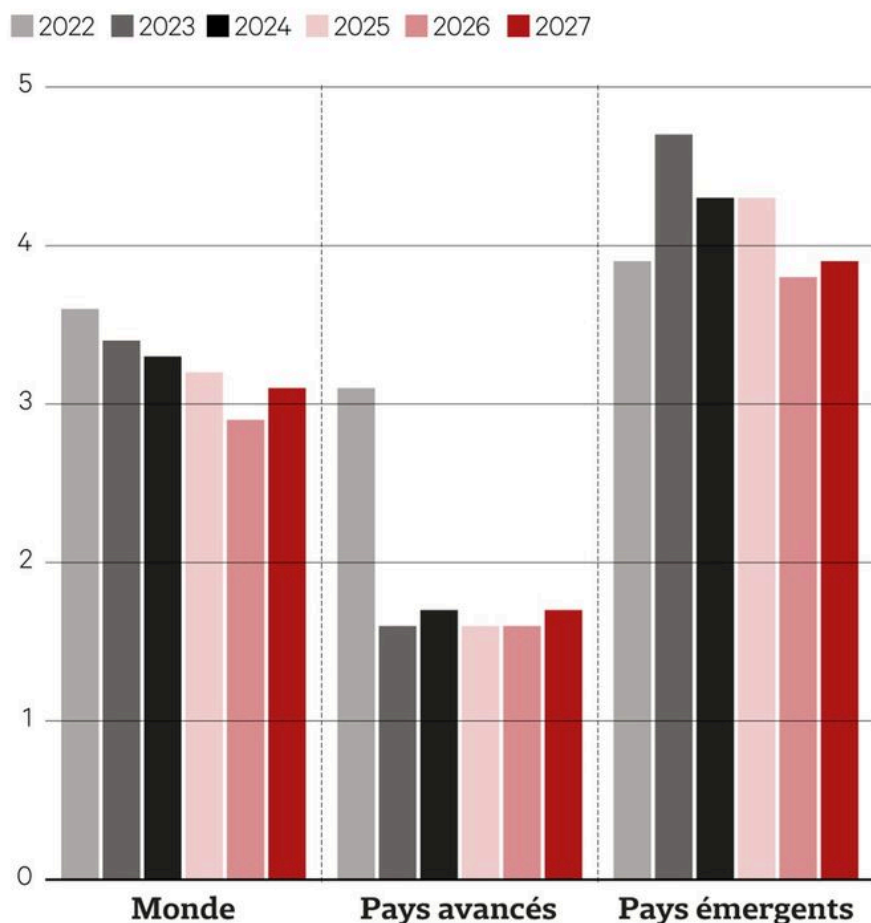
Mais derrière ce chiffre global se cache une réalité où l'économie mondiale est scindée en deux. Depuis plusieurs années, l'écart se creuse entre les pays membres de l'OCDE et les pays émergents qui n'appartiennent pas à ce club restreint dit des « pays riches ». Pour ces derniers, la croissance reste faible, aux alentours de 1,7 %, contre environ 4 %, voire 5 %, pour les autres.

« Les pays de l'OCDE connaissent une croissance environ deux fois moindre que la croissance mondiale, tandis que la convergence économique des pays émergents d'Asie

demeure le principal moteur de la croissance mondiale », a souligné Mathias Cormann, le secrétaire général de l'Organisation, ce mardi matin, lors d'un point presse.

Les prévisions de croissance mondiale de l'OCDE

Variation annuelle du PIB, en %



« LES ECHOS » / SOURCE : OCDE

Aux Etats-Unis, la croissance de la production devrait ralentir en raison des relèvements des droits de douane sur les importations évalués en moyenne à 14,9 % aujourd'hui contre 2,3 % au début de l'année. La réduction des effectifs dans la fonction publique et la chute de l'immigration pèseront également. La hausse du PIB devrait s'établir à 2 % cette année et redescendre à 1,7 % en 2026. A terme, avec la vigueur continue des investissements liés à l'intelligence artificielle (IA) et une politique monétaire plus souple, la croissance annuelle devrait se redresser en 2027 pour atteindre 1,9 %.

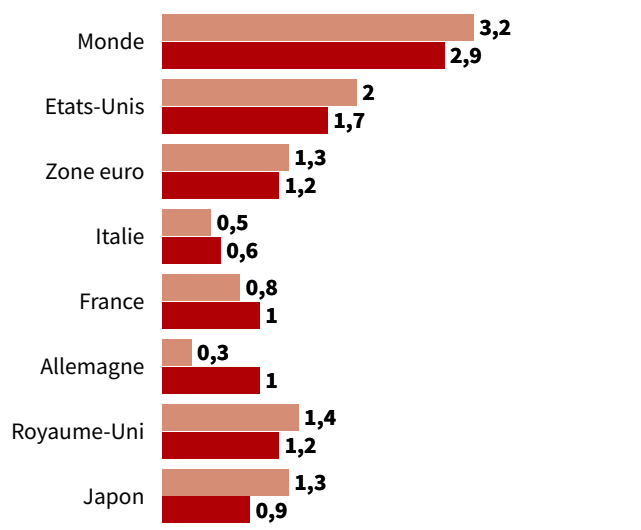
Incertitude en France

Dans la zone euro, la croissance reste des plus faibles. Après 1,3 % en 2025, elle s'établirait à 1,2 % en 2026, avant un léger rebond en 2027 (1,4 %). La hausse des dépenses publiques, en Allemagne, pour le secteur de la défense, et le soutien apporté par la Facilité pour la reprise et la résilience de la Commission européenne devraient un peu soutenir l'activité.

Les prévisions de croissance de l'OCDE

Variation annuelle du PIB, en %

2025 2026



« LES ECHOS » / SOURCE : OCDE

En France, la croissance du PIB devrait ralentir à 0,8 % en 2025, avant de remonter à un petit 1 % en 2026. L'incertitude, tant sur le plan national qu'international, pèse sur l'activité économique, entraînant un report des décisions de consommation et d'investissement, même si la vigueur des exportations du secteur aéronautique a quelque peu contrebalancé ce phénomène ces derniers mois, précise l'OCDE.

Dynamisme des émergents

Du côté des pays émergents, le relèvement des droits de douane par les Etats-Unis, l'assainissement du secteur immobilier et une politique budgétaire moins expansive devraient réduire la croissance chinoise. Mais la croissance du PIB s'établirait quand même à 4,4 % l'an prochain après 5 % cette année. En Inde, la croissance devrait être soutenue par la hausse des revenus, la baisse des taux de la banque centrale et la vigueur des dépenses publiques d'investissement. Le PIB devrait s'accroître de 6,7 % au cours de l'exercice 2025-2026, et de 6,2 % pour le suivant. En Indonésie, la croissance se stabilise autour de 5 %.

Si dans l'ensemble l'Asie est si dynamique, elle le doit aux investissements dans les technologies de l'information et de la communication, ainsi que par une forte hausse des échanges commerciaux de produits nécessaires à l'IA. L'OCDE observe bien **une hausse de l'investissement dans ce domaine** dans de nombreuses économies et en particulier aux Etats-Unis. En 2024, par exemple, 43 % de la puissance installée des centres de données

se situait déjà dans la première économie mondiale, 25 % en Chine mais seulement 16 % en Europe.

Bref, **le dynamisme est ailleurs que sur le Vieux Continent et les pays de l'OCDE.** « les économies de marché émergentes en Asie devraient encore être à l'origine de l'essentiel de la croissance mondiale », souligne l'OCDE. Un chiffre résume la faible performance des pays riches : le taux de croissance du PIB potentiel par habitant est aujourd'hui estimé à 1,4 % pour les pays membres de l'OCDE, contre 2,2 % à la fin des années 1990. Et le vieillissement de la population qui se profile ne va pas arranger les choses.

Baisse de l'emploi due au vieillissement

Ce vieillissement « devrait accroître fortement le taux de dépendance des personnes âgées : dans les pays de l'OCDE, il passera de 33 adultes de 65 ans et plus pour 100 personnes en âge de travailler aujourd'hui, à 52 en 2050. [...] La baisse de l'emploi due à ce vieillissement réduira le PIB par habitant de 14 % en 2060 dans le cadre des politiques actuelles », a expliqué Mathias Cormann.

De ce fait, d'ici à 2060, les recettes budgétaires se réduiraient de 14 % également dans un contexte où l'endettement public est déjà élevé. La hausse des dépenses de retraite et de santé fera passer la dette publique des pays de l'OCDE d'environ 75 % du PIB aujourd'hui à 230 % en 2060.

Bref, si les pays riches veulent s'en sortir, il va leur falloir se réveiller. Alléger la bureaucratie administrative, simplifier les réglementations et renforcer la concurrence, l'innovation, la productivité et la dynamique des entreprises sont les pistes à explorer.

Richard Hiault

Keller-Sutter entame son marathon budgétaire

CONFÉDÉRATION Les finances fédérales passent sous le scalpel des élus et pour la ministre des Finances, la PLR Karin Keller-Sutter, c'est le début d'un long bras de fer avec le parlement

FANNY SCUDERI, BERNE

«Le budget fédéral 2026 représente une courte éclaircie avant une zone de basse pression dans les années à venir»: le conseiller aux Etats Jakob Stark a fait appel à la météo pour démontrer les enjeux entourant le budget 2026, sur lequel plane l'ombre du plan d'allègement budgétaire (PAB27). Le Conseil fédéral veut économiser 2,4 milliards en 2027 et 3 milliards de francs en 2028 et 2029. Face à ces perspectives négatives, le budget 2026 faisait office «d'œil du cyclone»: une zone de calme avant les turbulences.

Mais mardi, le Conseil des Etats se séparait en deux camps. D'une part, les partisans de la distinction nette entre le débat du jour sur le budget et celui, à venir, sur le plan d'allègement budgétaire 2027. Le Neuchâtelois Baptiste Hurni (PS) a appelé ses collègues à «ne pas anticiper les économies.» Dans l'équipe adverse se trouvaient ceux qui comptaient puiser dans le budget une marge de manœuvre: «Si nous économisons aujourd'hui quelques millions, nous pourrions aborder beaucoup plus facilement la discussion sur le plan d'économies», a plaidé Beat Rieder (LC/VS).

Coupe repoussée contre la coopération internationale

Le Conseil des Etats s'est sensiblement éloigné de celui soumis par le Conseil fédéral. «J'aurais préféré que les sénateurs refusent toutes les demandes d'augmentation émanant de la gauche comme de la droite», commente le centriste haut-valaisan. Car le défi sera de convaincre le peuple d'accepter le plan d'allègement budgétaire, en cas de référendum: «Comment expliquer qu'on épargne 3 milliards de francs mais que l'on augmente certains domaines?» Dans son viseur, «la hausse de plus de 60 postes à Fedpol» ou encore le budget dédié à l'aide au développement. Une minorité a bien tenté de couper à hauteur de 190 millions de francs dans la coopération internationale, mais la tentative a été repoussée. Le secteur a déjà essuyé une

réduction de 100 millions de francs l'année passée.

Quant à l'armée, elle aura à disposition 70 millions de francs supplémentaires, portant à 2,78 milliards le budget total consacré à la défense pour 2026. La proposition de Andrea Gmür-Schönenberger (LC/LU) a été jugée trop extrême: elle voulait porter son enveloppe à un peu plus de 3 milliards de francs. «La gourmandise est un péché, commente Pascal Broulis (PLR/VD). Affecter sans vision ce montant alors que des dépenses doivent être clarifiées au sein de la défense aurait été une erreur.» Il fait référence aux surcoûts des avions de combat F-35 et des drones israéliens.

Les batailles de la grande argentine

Après des mois chahutés en raison de la crise douanière avec les Etats-Unis, la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, entame durant cette session parlementaire sa dernière bataille de l'année avec les débats sur le budget et sur le programme d'économie. Un épais classeur posé sur son pupitre, elle a souligné que le frein à l'endettement était respecté uniquement car les 600 millions de francs d'aide aux réfugiés ukrainiens figuraient dans le budget extraordinaire. Le financement de la 13e rente AVS et la croissance du budget de l'armée demandent «une repriorisation».

La dernière projection 2025 prévoit un excédent structurel de 0,9 milliard. «Avec les recettes supplémentaires de Genève, il devrait

dépasser le milliard. Mais l'ensemble du budget 2025 se terminera vraisemblablement avec un déficit d'environ 200 millions. Rien ne change, à l'heure actuelle, au fait qu'à partir de 2027, nous aurons un important besoin d'assainissement structurel, et que PAB27 reste nécessaire», a souligné Karin Keller-Sutter, ministre des Finances.

Pour les socialistes, «les comptes vont bien»

Baptiste Hurni ne l'entend pas de cette oreille: «Les comptes vont bien. La Suisse ne connaît pas de déficit structurel. Je ne nie pas qu'il y a une dynamique de charges liées à la 13e rente AVS et à l'armée. Mais nous n'avons pas besoin d'un programme d'économie de cette ampleur.» Sa voix est minoritaire au parlement. Il juge les coupes entamées dans le personnel de l'administration «en particulier inquiétantes. Il y a une volonté politique non assumée de tailler dans l'Etat.» Il fait référence à la suppression des mesures en faveur du personnel, de l'ordre de 30 millions de francs, et au refus d'une indexation.

Le débat se poursuivra jeudi au Conseil national. Plusieurs divergences pourraient survenir, comme le futur des trains de nuit entre Bâle et Malmö, dont la subvention de 10 millions de francs a été biffée par le Conseil des Etats. Le programme d'économies est lui au menu de la Chambre des cantons le 17 décembre. Karin Keller-Sutter risque d'essayer des feux croisés tirés de la gauche et de la droite. ■

LOBBYING

La transparence est bénéfique

La transparence est bénéfique pour les politiciennes et politiciens: une nouvelle étude des universités de Bâle, Genève et Vienne montre que les membres du parlement gagnent en crédibilité lorsqu'ils rendent publics leurs revenus annexes liés au lobbying, même si ces derniers sont très élevés. Plus de 14 000 personnes issues de sept pays européens ont participé à l'expérience. Lors de celle-ci, les chercheurs ont présenté aux participants des tweets fictifs de parlementaires imaginaires: certains ont divulgué leurs revenus annexes issus de leurs liens d'intérêts, tandis que d'autres ont refusé la transparence en invoquant la protection de la vie privée. Les résultats, publiés dans la revue spécialisée *European Journal of Political Research*, sont très clairs: les politiciennes et politiciens qui ont divulgué leurs revenus annexes ont obtenu des scores nettement plus élevés en termes de crédibilité et d'éligibilité. ■ ATS

La Commission des finances rejette le projet amendé de budget

Ville C'est une nouvelle embûche dans la course budgétaire. Le projet de budget 2026 (bis) de la Ville de Genève a été étudié, «corrigé», puis rejeté lundi soir par une majorité de la Commission des finances. La plénière de samedi se basera finalement sur la version présentée en novembre par le Conseil administratif.

La Commission des finances se sera réunie par deux fois, afin d'examiner la nouvelle mouture du budget et ses 86 amendements.

Après de longues heures de débats, le traitement de ces modifications a abouti à un budget affichant un excédent de charges de 68,4 millions de francs, légèrement inférieur aux 69,3 millions présentés dans la (seconde) version déposée par le Conseil administratif.

Mais au terme des votes, les trois délibérations de la PR-1731 ont été refusées par 9 voix contre (1 EâG-UP, 4 socialistes, 2 PLR et 2 UDC) et 6 voix pour (2 Verts, 2 MCG, 2 Le Centre-Vert/libéraux).

Le refus du budget par groupe hétéroclite s'explique en réalité par des raisons diamétralement opposées.

Pour le PLR et l'UDC, les coupes proposées restaient in-

suffisantes, eux qui se fixent le cap de 49 millions maximum de déficit.

Pour le Parti socialiste, elles étaient au contraire – et sans surprises – trop nombreuses. «Les coupes du Conseil administratif sont entendables mais celles voulues par la droite étaient excessives. Elles touchaient des associations et des subventions sans raison, ainsi que des prestations sensibles. Nous restons toutefois ouverts à travailler sur un budget acceptable», explique Guilhem Kokot.

Les Verts et le MCG considéraient au contraire que les efforts du Conseil administratif étaient suffisants pour éviter le scénario redouté des douzièmes provisionnels l'année prochaine, véritable épée de Damoclès du débat budgétaire.

Selon nos informations, le Conseil administratif avait proposé en commission de rétablir les mécanismes salariaux – indexation, annuité et 13^e salaire, une proposition qui avait séduit l'ensemble des partis à l'exception de l'UDC. Mais le grand argentier proposait en contrepartie de geler la prime d'ancienneté, qui devait être transformée en jours de vacances. Ce qui n'a pas

passé pour le groupe Ensemble à Gauche-Union populaire.

Cette dernière mesure concernerait environ 1200 à 1300 employés et représenterait près de 4 millions d'économies. À l'origine, ce mécanisme avait été mis en place en 2011 pour compenser une perte de progression salariale. «Le but n'était pas de faire moins d'économies, mais de les concentrer sur un groupe plus réduit, afin de casser l'élan d'une mobilisation collective!», s'insurge Jean Burgermeister. On fragiliserait ainsi la retraite de personnes en fin de carrière qui perdaient pour certains jusqu'à 2300 francs.»

Mobilisation prévue jeudi

C'est donc le projet de budget 2026 (bis) tel que présenté par le Conseil administratif – sans les modifications adoptées en commission – qui servira de point de départ aux débats de la plénière budgétaire du Conseil municipal, qui débutera ce samedi 6 décembre et qui risque bien de se poursuivre les jours suivants.

Ce nouveau rebondissement budgétaire intervient deux jours avant la grève annoncée de la fonction publique ce jeudi 4 décembre.

Lorraine Fasler

Le contrôle des investissements étrangers en Suisse sera limité

PROJET Le National a approuvé le principe d'exclure les fonds provenant d'entreprises privées d'une inspection additionnelle dans les secteurs jugés critiques, malgré la réprobation de la gauche

ATS

La Suisse doit se doter d'un système de contrôle des investissements étrangers dans les entreprises helvétiques. Mais seules les firmes étatiques seront concernées, et pas les privées, a concédé hier le National, au grand regret de la gauche. Le

projet est ainsi sous toit. Le projet vise à instaurer un examen des achats par des investisseurs étrangers étatiques d'entreprises suisses actives dans un domaine critique. Il s'agit par exemple du matériel militaire, de la production d'électricité ou encore des hôpitaux. Ce sont 80% des pays de l'UE et de l'OCDE qui disposent déjà d'un tel système.

A contrecœur, le Conseil fédéral a dû élaborer un projet limité à la demande du parlement. Dans un premier temps, le National voulait aller plus loin en imposant ce contrôle non seulement à des entreprises étrangères étatiques, mais aussi aux pri-

vées. Le Conseil des Etats préfère, lui, la version du gouvernement.

Désormais, la Chambre du peuple fait marche arrière. Dans le climat d'incertitude actuel pour les entreprises suisses, il faut garantir les investissements et les emplois, ont plaidé plusieurs orateurs de droite et le Conseil fédéral.

Dangers évoqués

La Suisse doit pouvoir garder un avantage concurrentiel face aux autres pays. Et en outre, les infrastructures les plus critiques sont aux mains de l'Etat dans notre pays, a

plaidé le conseiller fédéral Guy Parmelin. Le projet donne déjà la possibilité au gouvernement de soumettre d'autres catégories d'entreprises si besoin. Le contrôle des investissements étatiques offrira déjà une première protection, minimale mais essentielle, contre les principaux dangers, a résumé Philipp Matthias Bregy (Centre/VS). Au vote, il a été suivi par 128 voix contre 63.

La gauche a dénoncé en vain des risques pour les entreprises suisses. Le gouvernement a proposé une loi qui ne sert pratiquement à rien, a lancé Emmanuel Amoos (PS/VS). Ensuite, «le Conseil des Etats s'est

aussi assis sur nos propositions». Ne pas inclure les privés dans le champ de la loi permettra à des pays malveillants de placer leurs pions en Suisse. Les Etats-Unis, la Chine et la Russie ont recours à des instruments géoéconomiques pour consolider leur expansion et leur influence, a-t-il regretté.

Le parlement a donc décidé de suivre le Conseil fédéral sur toute la ligne et de limiter le champ d'application de la loi aux cas où les acquisitions menaceraient ou compromettraient l'ordre et la sécurité publics. ■

Le PS demande un recomptage des voix

Votation cantonale genevoise ► Les socialistes genevois estiment que la fraude potentielle à Vernier pourrait s'étendre à la votation cantonale sur les soins dentaires. Trop tôt pour répondre selon la Chancellerie.

Fraude à Vernier? Et par ricochet, fraude sur les autres objets de votation de dimanche dernier? C'est l'interrogation du Parti socialiste genevois, qui réclame par conséquent à la Chancellerie cantonale de procéder à un recomptage des bulletins de l'initiative 193 intitulée «Pour des soins dentaires accessibles à toute la population», lancée par le PS. Ce texte a échoué dans les urnes dimanche pour 144 petites voix.

Les socialistes genevois estiment que la fraude potentielle à Vernier sur plus de 200 bulletins aurait donc pu contaminer la votation sur les soins dentaires. Le résultat montre une différence de 144 voix entre les partisans et les opposant·es, sur un total de 113 928 votes, avec 206 bulletins nuls et

2549 bulletins blancs au niveau cantonal, dont 52 nuls et 134 blancs à Vernier. Pour le PS genevois, «avec un écart aussi minime, il suffirait de 72 votes différents pour inverser le résultat de cette votation. Si une personne – ou un petit groupe de personnes – est soupçonnée d'avoir pris et complété le matériel de vote d'un nombre important de personnes, elle aurait également pu voter sur le plan cantonal et donc influencer le résultat de l'initiative 193», allègue le Parti socialiste.

Dans ce courrier adressé hier à la chancelière, le PS demande également que cette votation ne soit pas validée «avant d'avoir recompté les bulletins». La formation de gauche souhaite aussi que la Chancellerie se positionne officiellement sur «l'impact des votes litigieux lors de la votation de Vernier».

Du côté de la Chancellerie justement, on estime qu'il est «trop tôt pour se prononcer» sur la demande du PS.

MARC LALIVE D'EPINAY

L'UDC prête à dégainer une initiative sur le droit de vote des étrangers

Élections à Vernier Le parti devrait décider mercredi du lancement d'un texte annulant le droit de vote des étrangers au niveau communal. Les autres partis de droite se tâtent.

Marc Bretton

Battre le fer pendant qu'il est chaud... Alors que l'élection du Conseil municipal de Vernier est suspendue, l'UDC passe à l'offensive.

Son comité directeur planche sur le lancement d'une initiative pour supprimer le droit de vote des étrangers, une option dans l'ADN du parti, estime le président Lionel Dugerdil: «Pour l'UDC, le droit de vote suppose une éducation citoyenne, une formation, qui est donnée dans le cadre de la naturalisation», dit-il, appuyant de facto l'intention formulée par le député Yves Nidegger dès dimanche sur Léman Bleu.

Refus au Grand Conseil

Yves Nidegger n'aura pas à chercher très loin son initiative: il y a une dizaine de jours, il a défendu au Grand Conseil un projet d'abrogation intitulé: «Stop à la balkanisation des élections communales!»

«La citoyenneté est une et indivisible, disait-il, elle s'hérite, par le droit du sang, ou se mérite, par la naturalisation. Ce n'est qu'en restaurant la cohérence de la citoyenneté que l'on pourra restaurer l'exercice régulier des droits politiques menacés par la montée du communautarisme.»

Le député ajoutait: «Le vote par correspondance, comme les caissettes à journaux non surveillées dans nos rues, cela peut marcher, mais il faut le peuple qui va avec.» La proposition avait peu convaincu, puisqu'elle avait été refusée par l'intégralité du parlement, moins l'UDC.

Mais l'élection de dimanche semble avoir fait bouger les lignes: «Genève doit supprimer le vote communal aux étrangers. L'intégration passe par la naturalisation», tonnait dimanche le conseiller national MCG Roger Golay sur les réseaux. Avis identique de Daniel Sormanni: «La culture du vote et de la démocratie directe ne se décrète pas; elle s'acquiert, le cas



La suspension des résultats du scrutin, dimanche, semble avoir fait bouger les lignes et mis en avant un sujet devenu explosif. Pierre Albouy

échéant et autant que faire se peut, par la naturalisation. Autant voir l'éléphant au milieu de la salle de notre démocratie dans cette triste affaire: le vote des étrangers. Il faut le supprimer.»

L'avis du président du MCG est moins tranché: «Notre par-

ti n'a pas été contacté et c'est un sujet très UDC», constate François Baertschi. Lui-même a-t-il un avis? «À l'époque, j'avais voté contre l'éligibilité. Mais j'ai constaté au fil des années et des stands que la mesure favorisait l'intégration. C'est en tout cas ce que

les gens concernés m'ont dit eux-mêmes.»

Au PLR, ça bouge aussi. Le conseiller national Cyril Aellen rappelle qu'il a «toujours considéré que le droit de vote était une prérogative exclusive du citoyen suisse. Toute exception à cette règle fondamentale a toujours été à mon sens une erreur. Les fraudes verniolanes ne changent rien à ma conviction.»

«Non à la récupération»

Pierre Nicollier, président du parti, pense qu'il faut décorréliser la question de Vernier de celle du droit de vote. «Pour Vernier, on ne sait pas exactement qui a manipulé les votes. Il faut être prudent. La question des droits politiques peut toutefois être posée. Pour le PLR, le vote va avec la question de l'équilibre des droits et des devoirs et notamment l'obligation militaire. On peut observer aussi que la participation des étrangers est peu importante, ce qui doit nous pousser à nous interroger. La natura-

lisation avec l'engagement qu'elle suppose est peut-être un meilleur modèle d'intégration.» Les autres partis de la droite genevoise sont moins convaincus. Marc Saudan, chef de groupe de LJS, estime «exagérée» l'initiative UDC: «C'est le vote par correspondance qui est en jeu ici.» L'élue réfléchit à diverses options: un cours obligatoire pour les étrangers et la création d'un registre de signatures.

Philippe Rochetin, président du Centre, renchérit: «Comme d'habitude, les étrangers sont utilisés comme boucs émissaires. Il peut y avoir des phénomènes de vote communautaire, mais c'est l'enquête pénale qui devra déterminer qui est impliqué. Aujourd'hui la vraie question est la sécurité du vote par correspondance. Retirer le droit de vote aux étrangers ne va pas sécuriser le vote. Et pour rappel: l'UDC n'a pas soutenu deux textes du Centre pour sécuriser les votes déposés au Grand Conseil et dont nous avions sollicité un traitement en urgence.»

Les Suisses veulent des trains fabriqués en Suisse

Sondage Tamedia Deux tiers des sondés s'opposent à la commande de 2 milliards que les CFF veulent octroyer à Siemens Mobility, alors que Stadler Rail était en course.

Florent Quiquerez

C'est une somme à 2,1 milliards qui fâche, soit le montant de la commande que les CFF promettent à Siemens Mobility. Cette division suisse du groupe allemand a fait la meilleure offre pour fabriquer les 116 nouvelles rames de train à deux étages. Là où ça coïncide, c'est que parmi les soumissionnaires figurait une entreprise thurgovienne – Stadler Rail – et qu'il se dit que la différence de prix entre les deux serait minime. Qu'une ex-régie fédérale préfère un constructeur étranger plutôt que suisse, il n'en fallait pas plus pour que la polémique s'enflamme. Une indignation partagée par la population. Selon le sondage Tamedia (éditeur de ce contenu), seuls 28% des sondés soutiennent ce choix, contre 65% qui s'y opposent. Et que l'on regarde les sympathies partisans, le niveau de formation ou le revenu, cette décision des CFF ne convainc nulle part.

Mais reprenons depuis le début. Le 7 novembre, les CFF dévoilent en conférence de presse que Siemens Mobility va construire les nouveaux trains régionaux. Ces derniers circuleront notamment sur l'axe Annemasse-Genève-Lausanne-Martigny et sur le réseau RER vaudois à l'horizon 2030. «C'est la meilleure offre qui l'a emporté», commente alors le directeur des CFF, Vincent Ducrot.

Reste que la pilule est amère pour Stadler Rail. Le fabricant se dit très déçu, notamment pour ses 6000 collaborateurs en Suisse. Les nouveaux trains seront en effet en grande partie construits en Allemagne.

Un tollé politique

Quelques jours plus tard, le tollé devient politique. «Attribuer ce contrat à Siemens plutôt qu'à Peter Spuhler (*ndlr: patron de Stadler Rail*). La Suisse va mal», critique l'ex-conseiller national Roger Köppel (UDC/ZH) sur X. «Faut-il être stupide pour ne pas passer commande à une entreprise suisse exemplaire comme Stadler à cause d'une différence de prix minime?» ajoute l'ancien président du Centre, Gerhard Pfister (Centre/ZG).

La grogne est partagée à gauche. «Cette décision des CFF

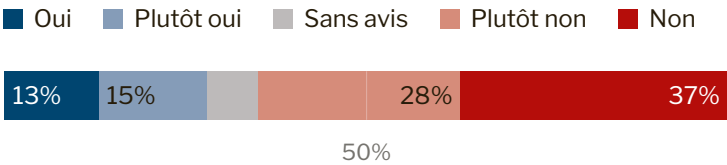


Voici à quoi ressembleront les nouveaux trains CFF. Le contrat a été attribué à l'entreprise allemande Siemens.

Les Suisses veulent des trains fabriqués en Suisse

Soutenez-vous l'attribution du contrat des CFF à Siemens? ?

Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 27 au 30 novembre 2025 auprès de 10'917 personnes de toute la Suisse (dont 3248 Romands). Marge d'erreur maximale du sous-groupe: ±3 points de pourcentage.

Graphique: Dhl;Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

est déplorable», déclare ainsi Pierre-Yves Maillard (PS/VD). Le sénateur et président de l'USS estime qu'on aurait dû mettre dans la balance les places d'apprentissage, les emplois, les salaires plus élevés en Suisse ou encore la distance avec les sites de production.

La justice se mêle de l'affaire

L'affaire s'emballe. Le «Sonntags-Blick» révèle que Vincent Ducrot se déplace avec des gardes du corps, après avoir reçu des menaces de mort.

Après la politique, la justice s'en mêle. Le 27 novembre, un recours est déposé auprès du Tribunal administratif fédéral. «Même après une analyse approfondie des documents disponibles, Stadler ne peut pas comprendre les points d'évaluation et la décision d'attribution qui en résulte», estime le groupe.

Et de rappeler que «la différence de prix par rapport à l'offre retenue n'était que de 0,6%». Selon Stadler, son offre, «basée sur des trains à deux niveaux qui ont déjà fait leurs preuves en exploi-

tation commerciale quotidienne, a été sous-évaluée par rapport à un train qui n'existe que sur papier».

Le dernier épisode s'est joué le 28 novembre. Dans leur réponse, les CFF insistent sur le fait que l'adjudication s'est déroulée dans le respect des prescriptions légales. «La différence de prix mentionnée par Stadler Rail concerne uniquement les coûts d'investissement. L'offre de Siemens Mobility s'est toutefois avérée la plus performante au niveau des charges d'exploitation, comme les coûts pour l'énergie, les sillons ou la maintenance.»

Adjudication dans les règles

Contactée à la suite de ce sondage, l'entreprise précise que «la différence de prix entre les offres atteint ainsi des centaines de millions sur toute la durée de vie des trains, ce qui représente un coût moindre pour les contribuables».

Alors qu'une procédure judiciaire est en cours, l'ex-régie fédérale n'en dira pas beaucoup plus. «Les CFF comprennent la déception de certains face à l'adjudication des nouveaux trains à Siemens Mobility avec siège en Suisse». Mais ils insistent sur le fait que l'adjudication a été faite dans les règles. «Ce qui a abouti à une situation très claire dans le choix du soumissionnaire.»

Die OECD gibt dem Bundesrat Schützenhilfe

Internationaler Bericht gibt der Schweiz relativ gute Noten für die Integration von Einwanderern – dennoch gibt es Verbesserungspotenzial



Die Schweizer werden schon bald wieder über die Einwanderung abstimmen können.

ANTHONY ANEX / KEYSTONE

HANSUELI SCHÖCHLI

Die Schweiz ist wie jedes Land ein Sonderfall. Zu den helvetischen Besonderheiten gehört die direkte Demokratie. Für Parlament und Regierung sind deshalb politische Reizthemen wie die Einwanderung eine besonders harte Nuss. Der nächste Härtetest in der Zuwanderungsdebatte folgt wohl im Juni 2026 – mit dem Urnengang zur SVP-Volksinitiative über die 10-Millionen-Schweiz. Die Initiative gilt als chancenreich.

Der Bundesrat kämpft mit Studien und Massnahmenpaketen für die Akzeptanz der Zuwanderung – insbesondere der Migration aus der EU in den Schweizer Arbeitsmarkt via Personenfreizügigkeit. Etwas Schützenhilfe erhielt die Regierung am Dienstag von den Migrationsexperten des Ländervereins OECD. Dies in Form eines Berichtes zum Stand der Integration von Zugewanderten in der Schweiz. Zur OECD gehören knapp vierzig relativ reiche Volkswirtschaften. Die Stärke von OECD-Berichten liegt vor allem in ihren internationalen Vergleichen.

Das Gesamtbild des neuen Berichts mag ungefähr auf eine Note 4–5 hinauslaufen: Die Schweiz steht im internationalen Vergleich ziemlich gut da,

doch es gibt bei der Integration der Zugewanderten noch Luft nach oben. Wie viel Luft nach oben es beim Ausmass der Einwanderung noch gibt, wird das Schweizervolk entscheiden müssen. 2023 waren 31 Prozent der Schweizer Bevölkerung Zugewanderte. Gemeint sind hier gemäss OECD-Definition die im Ausland geborenen Personen, auch wenn sie mittlerweile eingebürgert sind. In Luxemburg ist die Zugewanderten-Quote mit rund 50 Prozent noch viel höher, doch in allen anderen betrachteten Ländern liegt die Quote weit unterhalb des Schweizer Niveaus.

Die meisten sind erwerbstätig

Ein zentrales Element der Integration liefert der Arbeitsmarkt. 2023 waren 77 Prozent der 15- bis 64-jährigen Zugewanderten in der Schweiz erwerbstätig. Das ist eine der höchsten Quoten im OECD-Raum. Die Erwerbstätigenquote der aus der EU Zugewanderten lag sogar bei 83 Prozent und damit leicht über der Quote der in der Schweiz geborenen Personen. Die hohe Erwerbstätigkeit der Einwanderer zeigt die Leistungsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft und des Arbeitsmarkts sowie die auf den Arbeitsmarkt ausgerichtete Personen-

freizügigkeit mit der EU. Gemäss einem Bericht des Bundesrats vom November kamen seit 2012 im Mittel rund zwei Drittel der EU-Einwanderer wegen einer Arbeitsstelle in die Schweiz. Der Grossteil des Rests betraf Familiennachzug und Studenten.

Nicht an der Spitze liegt die Schweiz gemäss dem OECD-Bericht bei der Arbeitslosigkeit. Die Arbeitslosenquote der 15- bis 64-jährigen Zugewanderten war 2023 in der Schweiz mit 6 Prozent etwas über dem Niveau von Deutschland, Luxemburg und dem Vereinigten Königreich (je 5 Prozent).

Das Gros der Zugewanderten ist indes in der Schweiz relativ gut in den Arbeitsmarkt integriert. So arbeiten gemäss dem OECD-Bericht fast die Hälfte aller Zugewanderten in Berufen, die hohe Qualifikationen verlangen, was einem vergleichsweise grossen Anteil entspreche. Zudem sei die Quote der hochqualifizierten Zugewanderten, die an einer Arbeitsstelle unterhalb ihres Qualifikationsniveaus tätig seien, mit rund einem Fünftel tiefer als in fast allen Vergleichsländern. Wenig betroffen sind vor allem Eingewanderte aus der EU. Schlechter sieht es für Zuwanderer mit einem Abschluss aus Drittstaaten aus: Nur etwa die Hälfte dieser Personen mit

Tertiärabschluss haben einen Arbeitsplatz mit entsprechenden Anforderungen. In den Vergleichsländern sind die Quoten allerdings noch deutlich tiefer.

Unausgeschöpftes Potenzial ortet die OECD vor allem bei den zugewanderten Frauen: Diese sind trotz höherem Anteil an Tertiärabschlüssen deutlich weniger erwerbstätig als im Inland geborene Frauen. Und weniger als die Hälfte der zugewanderten Frauen mit Tertiärabschluss arbeitet in einem Beruf mit entsprechenden Anforderungen. Zudem liegt die Erwerbstätigenquote von zugewanderten Müttern mit Kleinkindern 24 Prozentpunkte unter dem Niveau von hier geborenen Müttern mit Kleinkindern. In der EU ist der Unterschied ähnlich gross.

Die Sprache öffnet Türen

Neben dem Bildungsabschluss zählt auch die Sprache zu den starken Treibern der Integration in Arbeitsmarkt und Gesellschaft. In der Schweiz liegt die Erwerbstätigenquote der Zugewanderten mit fortgeschrittenen Kenntnissen der Sprache am Wohnort um 15 bis 20 Prozentpunkte höher als bei den anderen Einwanderern. Ähnliche Differenzen gibt es auch in der EU.

Vergleichbar mit dem EU-Durchschnitt ist das Schweizer Ergebnis auch bei den Sprachfortschritten der Einwanderer: Knapp die Hälfte jener Einwanderer, die zu Beginn bei der Wohnortsprache auf Anfängerniveau waren, hatten nach fünf Jahren ein fortgeschrittenes Niveau erreicht. Das Glas ist hier indes wohl eher halb leer als halb voll.

Wenn im Haushalt keine Landessprache gesprochen wird, mangelt es oft auch den Kindern von Eingewanderten an Fähigkeiten in der lokalen Sprache. Der OECD-Bericht verweist auf die Pisa-Schülertests für 15-Jährige: Gut einem Drittel der in der Schweiz geborenen Schüler von zugewanderten Eltern und fast 40 Prozent der im Ausland geborenen Schüler mangelt es an grundlegenden Lesefähigkeiten. Gemäss den Pisa-Tests ist in der Schweiz die Diskrepanz bei der Lesefähigkeit zwischen Schülern mit gleicher Haushalts- und Testsprache und den fremdsprachigen Schülern die höchste im OECD-Raum. Laut OECD ist für Kinder von Zugewanderten der Einbezug in frühkindliche Bildungsangebote besonders wichtig.

Gemessen am Einkommen sind die Zugewanderten in der Schweiz relativ gut integriert. Deren mittleres verfügbares Haushaltseinkommen liegt gemäss OECD rund 10 Prozent unter dem Niveau der im Inland geborenen Bevölkerung. Diese Differenz sei im internationalen Vergleich gering, und

das Einkommensniveau in der Schweiz sei generell hoch. Dementsprechend kommt bei den Zugewanderten in der Schweiz gemäss OECD auch eine finanzielle Überbelastung durch die Wohnkosten weniger oft vor als im Ausland.

Relativ hohes Vertrauen

Auch die gefühlte Gruppendiskriminierung der Zugewanderten ist laut Befragungen in der Schweiz geringer als in den Vergleichsländern. In der Schweiz fühlen sich gemäss dem OECD-Bericht etwa 9 Prozent diskriminiert, im EU-Mittel sind es rund 15 Prozent. Die Einbürgerungsquote ist derweil in der Schweiz relativ tief. Etwa 45 Prozent der Zugewanderten in der Schweiz haben zehn Jahre nach der Einwanderung einen Schweizer Pass, in der EU sind es gut 50 Prozent und im Mittel der OECD etwa 60 Prozent.

Eine Illustration des Integrationsgrads liefert auch das Vertrauen in die Institutionen des Wohnsitzstaats. Befragungen zeigen laut der OECD, dass das Vertrauen der Zugewanderten in der Schweiz in Polizei, Parlament und Rechtssystem des Landes vergleichbar ist mit dem Niveau nordischer Länder. Damit zähle die Schweiz zur Spitzengruppe im OECD-Raum.

Laut dem Staatssekretariat für Migration bestätigt der OECD-Bericht die Integrationspolitik in der Schweiz. Das Staatssekretariat verweist auch auf die vom Bundesrat Anfang Jahr beschlossenen «Begleitmassnahmen» zur Debatte über die Initiative zur 10-Millionen-Schweiz. Zu den Zielen der Begleitmassnahmen zählen unter anderem die Wohnbauförderung und eine stärkere Ausschöpfung des Erwerbspotenzials des Familiennachzugs. Ob solche Schritte und der Bericht der OECD die Volksmehrheit in der Schweiz beruhigen werden, ist eine andere Frage.

Ziel knapp verpasst

hus. · Der Anteil der Flüchtlinge an den Zugewanderten ist in der Schweiz mit rund 7 Prozent nur etwa halb so hoch wie im Mittel der EU-Vergleichsländer. Ein Sonderfall sind die Flüchtlinge des Kriegs in der Ukraine: Sie haben mit dem Schutzstatus S im Prinzip den sofortigen Zugang zum Arbeitsmarkt erhalten. Laut dem Staatssekretär Vincenzo Mascioli dürfte die Erwerbstätigenquote der 2022 eingewanderten Flüchtlinge im Erwerbsalter mit Schutzstatus S Ende dieses Jahre etwa 47,5 Prozent erreichen. Das 50-Prozent-Ziel des Bundesrat würde damit knapp verpasst.